

<https://www.snetap-fsu.fr/Plan-national-de-reprise-en-securite-de-toutes-et-tous-a-ce-stade-rien-n-est.html>



Plan national de reprise en sécurité de toutes et tous : à ce stade rien n'est garanti et pour cause... rien n'est prêt !

- Les Dossiers - Santé et Sécurité au Travail -
Date de mise en ligne : samedi 25 avril 2020

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Un groupe de travail du [CHSCT](#) Ministériel, dont l'objet était la préparation de la reprise dans l'enseignement agricole à partir du 11 mai, s'est réuni mercredi 22 avril, suivi d'un groupe de travail [CNEA](#) le jeudi 23 avril, dont le premier point à l'ordre du jour portait également sur le déconfinement.

Le Snetap-[FSU](#) y a porté toutes les questions qui se posent, tant en ce qui concerne les personnels et les élèves, que l'organisation, le calendrier les moyens et mesures de protection - non négociables - qui doivent aller avec - [retrouvez ici ces éléments portés par le Snetap-FSU](#).

Le constat est inquiétant à 2 semaines maintenant du déconfinement et de la réouverture des établissements scolaires annoncée par le Président de la République. En effet, la [DGER](#), si elle s'est montrée à l'écoute, n'a eu à ce stade que peu de réponses à nous donner : rien n'est prêt !

Même si les inspecteurs santé et sécurité au travail ([ISST](#)) ont amené des éléments d'expertise intéressants, notamment sur les **questions de désinfection et d'entretien des locaux, le rôle central des infirmier.es ou des personnels de vie scolaire, les questions des internats et de la restauration**, l'administration a renvoyé les mesures sanitaires au niveau interministériel et de fait la prise de décision à plus tard.

Même chose sur **un éventuel échelonnement de la reprise des classes ou des groupes...** les scénarios de l'Éducation Nationale rendus publics (avec notamment des premières et des terminales censés rentrer la semaine du 18 mai) n'étant pas arrêtés (sic) et ne s'imposant pas à l'Enseignement Agricole... à ce stade du moins (re-sic). Bref...

Au rang des éléments tangibles annoncés, on en retiendra trois :

- la Directrice Générale garantie qu'une instruction cadre précisant les conditions de reprise et mesures sanitaires qui s'imposeront à tous et toutes quelque soit notre lieu d'exercice sera rédigée ;
- le Ministère a enfin fait remonter les besoins en masques pour l'ensemble des agents de nos établissements (du secondaire comme du SUP) - quelque soit nos fonctions, statuts ou contrats -, ainsi que pour nos apprenants, mais sans présumer les concernant des décisions à venir, ni même de qui devrait en assumer le coût...
- un contact avec les [Régions](#) de France est établi afin de porter les spécificités de nos établissements (en particulier la présence de nos internats) et travailler dans le sens d'une harmonisation nécessaire des mesures à envisager.

Après... et bien à peu près rien... Du coup, ça fait bien peu à 15 jours du 11 mai...

Nous n'en savons pas plus sur la nature des équipements de protection nécessaires et surtout disponibles à date - les établissements étant a priori renvoyés à eux-mêmes pour tout ce qui ne relèverait pas des masques...

Or pour ne prendre que cet exemple, des directeurs nous font remonter que la **pénurie de gel hydroalcoolique** demeure... Pourtant, le Ministre de l'Éducation Nationale a sur ce point eu le mérite d'être clair : « sans gel hydroalcoolique et sans savon... pas de réouverture » !

De surcroît, d'un **point de vue strictement calendaire et organisationnel**, pour qu'un plan national soit applicable au niveau local, il faut que les instances ([CHSCT](#) et [CoHS](#)) puissent être réunies en amont - principe acté en CHSCTM et confirmé en [CNEA](#) - et que la coordination puisse être efficiente avec les collectivités territoriales, elles-mêmes dans la plus grande expectative encore à ce jour (**pour assurer la reprise en sécurité des agents techniques des lycées, celle du transport scolaires ou encore de la restauration « collective »**...).

Par ailleurs, les agent.es doivent être informé.es par leur employeur des conditions dans lesquelles elles et ils pourront (ou pas) rentrer dans les établissements... Mais cela demande du temps, 3 semaines au bas mot... et il n'en reste que 2 ! Ce qui est en jeu ? La sécurité sanitaire des agents et de usagers, au-delà celles des proches, et de fait un éventuel rebond de l'épidémie au regard des 13 millions de jeunes et du million de personnels des établissements scolaires censés reprendre, avec les conséquences sanitaires dramatiques qui iraient avec. Ni plus, ni moins...

Le Snetap-FSU réaffirme donc que sans un plan prévoyant précisément les conditions de la reprise et toutes les situations d'enseignement, sans des garanties fortes sur les moyens et les mesures de protection, partout et dans tous les établissements, l'accueil des élèves, étudiant.es, apprenti.es et stagiaires ne pourra se faire. La santé et la sécurité de toutes et tous doivent primer !

Paris, le 24 avril 2020